

Séance de rentrée académique de l'ULB – 18 septembre 2015**Intervention de Mme Astrid Murango et M. Lionel Delchambre, représentant les étudiants.**

Mesdames, Messieurs

Cette année notre université a changé suite à l'intégration de l'ISTI et de l'Institut Cooremans. Sans langue de bois, nous pouvons dire que l'apparition des nouvelles facultés ne s'est pas faite sans encombre. Absence de réelles concertations, coups de théâtre, informations parcellaires et sélectives fournies opportunément aux uns et aux autres ont fait naître ces nouvelles facultés.

Cette année les langues sont mises à l'honneur. Nous aussi, nous souhaiterions mettre à l'honneur l'université comme espace des expressions. Ce n'est pas parce que les mots sont là que l'échange existe pour autant. Il y a un échange quand les espaces d'expression sont créés. Le défi d'avoir des endroits de concertation et des espaces où tout le monde puisse s'exprimer et se faire entendre est difficile à réussir. C'est un challenge constant qu'il faut sans cesse renouveler. Et parfois, (trop souvent?) l'importance de ces espaces est oubliée, d'autres considérations sont privilégiées au détriment de la démocratie.

Notre université devrait encourager l'engagement étudiant, prendre en main la formation de citoyens critiques et responsables, en son sein. Pourtant, l'université a fait le choix de durcir les conditions d'enregistrement, ou encore de réduire les espaces d'affichage et donc d'expressions. Les cercles ont de plus en plus de difficultés à organiser des activités sur le campus. L'université a fait le choix d'enregistrer les cercles au lieu de les reconnaître, peut-être pour mieux s'en distancier ? Le choix des mots a ici son importance. Les étudiants d'aujourd'hui et de demain devraient donc pouvoir trouver sur ce campus la place pour s'exprimer et exister. L'université du Libre-examen devrait garantir à chaque cercle un espace pour s'exprimer sans craindre que sa reconnaissance soit fonction des soutiens ou opposants aux thèses ou valeurs qu'il diffuse. Les étudiants d'aujourd'hui et de demain ne devraient pas juste pouvoir vivre pleinement leur engagement dans l'université, mais ils devraient y être encouragés. C'est d'ailleurs tout le sens de l'université d'automne qui connaîtra sa deuxième édition cette année et aura pour thème la démocratie.

Ce constat s'applique également à nos instances qui se veulent démocratiques, « participatives » pour reprendre un mot qu'affectionnent les adeptes d'une certaine novlangue. Lorsque la communauté universitaire n'a que quelques jours pour se prononcer sur la réforme de statuts ou n'est consultée que pendant les vacances ou la session d'examen, lorsque des débats et discussions d'importance quittent les assemblées pour se tenir à l'abri de ce qui semble être devenu, lorsque l'on use et abuse de l'ingénieuse pratique de la navette entre les instances. On ne peut pas se prévaloir de mettre en place des outils de démocratie et on ne peut s'étonner de se retrouver face à un désengagement. « Dire que les jeunes sont désengagés, ce n'est pas un constat, c'est un programme politique » clamait un des leaders du mouvement étudiants québécois du printemps 2012. Face à ce programme politique, quelle alternative voulons-nous porter ?

Après 2 ans de mises en place de la réforme de la gouvernance, quel bilan tirer ? Cette année à venir, nous souhaitons que les paroles soient mises à l'épreuve des faits. Mettre les paroles à l'épreuve des faits....

Après un an de mise en application du décret paysage, le bilan semble lourd. Examens repassés pour rien ou encore critère de financement illisible, les services d'aides juridiques aux étudiants croulent sous les recours... dont certains auraient pu être évités si les revendications étudiantes étaient prises au sérieux. Le cabinet Marcourt a fait le choix de poursuivre une politique qui n'a de cohérence que ces contradictions, des contradictions entre un discours qui se veut défenseur d'une démocratisation et une politique qui dans les faits renforce la sélection. Le débat actuel sur l'allongement du cursus universitaire comme conséquence du décret paysage est un bon exemple. Le choix du démantèlement de l'année d'étude à tout prix révèle maintenant ces effets pervers. Et nous pouvons déjà entendre les sirènes de la sélection comme remède miracle. La solution ne se trouve pas là mais dans la vision de l'enseignement que nous voulons défendre. Nous pensons que nous pouvons faire le choix de promouvoir un Tout Autre Enseignement, loin des logiques de marchandisation de l'enseignement. Nous pouvons faire le choix d'un enseignement de qualité pour tous plutôt que de céder aux mécanismes de sélection qui ne font que creuser les inégalités. Nous pouvons faire le choix d'offrir à l'enseignement les moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs par un refinancement public.

Il existe une ULB à laquelle nous sommes fiers d'appartenir: une université capable de se réunir dans les grands moments comme au lendemain des attentats contre Charlie. C'est cette université qui a appelé à se mobiliser pour les réfugiés. Nous ne pouvons pas rester impassibles face à la crise humanitaire qui se joue sous nos yeux. Nous ne pouvons pas rester impassibles face à la détresse humaine. L'élan de solidarité de ces derniers jours le prouve. Pourtant, certains préfèrent jouer le jeu de la division, préfèrent attiser les haines, opposer ceux qui ont tout perdus à ceux qui n'ont plus grand-chose. Nous devons prendre part activement dans ce débat en commençant par le faire vivre sur notre campus. Nous devons prendre part à cette lutte des idées pour diffuser un message de solidarité et d'humanisme, mais pas seulement; nous devons prendre part à cette lutte des idées pour diffuser un message juste qui, au-delà des conséquences, analyse les causes de ce drame.

Les opportunités d'expressions et d'actions pour les étudiants vont être nombreuses cette année. Qu'il s'agisse des questions d'enseignement, des élections étudiantes ou encore de question de sociétés comme les réfugiés ou encore l'urgence climatique. Le tout est de saisir ces opportunités et de les transformer en actions.